



**HAL**  
open science

## Actualité et études économiques du désarmement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Actualité et études économiques du désarmement. ARES, 1994, Chroniques, XIV (5), pp.205-212. hal-02945119

**HAL Id: hal-02945119**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02945119>**

Submitted on 22 Sep 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Actualité et études économiques du désarmement

Jacques Fontanel

Arès 1993 – Volume XIV/5  
Course aux armements & désarmement

Avec l'arrêt provisoire de la course aux armements dû à l'effondrement de l'Union soviétique, la fin de l'histoire était annoncée. Pourtant, éloignée de fait de ces nouvelles contingences stratégico-politiques, l'économie de marché développe des rapports de force susceptibles d'engager de nouvelles pulsions de guerre. L'équilibre de la terreur n'est pas morte dans les faits d'armes et le leadership des Etats-Unis n'est pas promis au monopole. Les économistes cherchent à contribuer à l'élimination progressive des systèmes de guerre, car la paix est une conquête et un combat constant contre la violence éternelle. Plusieurs instituts (parmi lesquels l'UNIDIR, ECCAR et le CEDSI) proposent des analyses susceptibles de définir des solutions négociées en vue d'éviter les conflits interétatiques et internes.

With the temporary halt of the arms race due to the collapse of the Soviet Union, the end of history was announced. However, far from these new strategic and political contingencies, the market economy is developing power relations that are likely to trigger new war impulses. The balance of terror has not died in the act of arms and the leadership of the United States is not promised to the monopoly. Economists seek to contribute to the progressive elimination of war systems, because peace is a conquest and a constant struggle against eternal violence. Several institutes (among them UNIDIR, ECCAR and CEDSI) offer analyses that can define negotiated solutions to avoid inter-state and internal conflicts.

Mots clés : Désarmement, armement, guerre, paix  
Disarmament, Armament, war, peace

Avec les évolutions récentes de la situation stratégique-économique mondiale, les économistes commencent à s'intéresser à la théorie économique du désarmement, même si elle ne constitue pas le cœur même de la réflexion. L'idée selon laquelle l'économie doit s'éloigner des réflexions politiques a prévalu, du fait même de cette quête inaccessible à la prétention scientifique. Dans ces conditions, les économistes contemporains ont inconsciemment analysé la paix comme une donnée de base. D'ailleurs les modèles macroéconomiques ont toujours négligé la sécurité internationale, la guerre, la violence, voire même les conflits et les dominations. Cependant, si le vieux clivage Est-Ouest est dépassé, les occasions de conflits croissent, avec le développement du nationalisme, le réveil de la xénophobie, l'entrée en puissance du racisme, le désespoir de la misère ou du chômage. La gestion d'une économie fortement militarisée s'avère de plus en plus difficile en situation de crise et le libéralisme ne produit pas de solution adéquate, avec un capitalisme en crise avec l'essor du chômage, l'accroissement des inégalités et l'insuffisante satisfaction des besoins fondamentaux de populations entières. Mal gérée et éloignée des contingences stratégico-politiques, l'économie de marché provoque des rapports de force et favorise donc l'émergence des conflits internationaux. Il devient urgent d'engager les Etats dans la voie d'un réel désarmement, fondé sur la réduction des armes, certes, mais aussi sur la lutte contre les causes fondamentales de la violence et des pulsions de guerre. L'équilibre de la terreur, pourtant inhumain, présentait l'avantage de réduire, par son horreur même, les probabilités des conflits armés. Une réduction mal négociée des armes peut conduire à limiter la peur et à rendre possible la multiplication des situations «à la yougoslave». Il faut que l'opinion publique, les responsables à tous les niveaux et de toutes les compétences témoignent en faveur de la paix. Le désarmement et le développement sont deux objectifs essentiels de notre temps. Pour la Charte des Nations Unies, la démilitarisation implique le respect de l'égalité souveraine de ses Etats membres, la prohibition de

l'usage ou de la menace de la force contre l'intégrité territoriale des Etats, la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières, la renonciation à toute action à l'encontre de l'indépendance et de l'unité nationale, la non-intervention dans les affaires internes des autres Etats et la non-assistance au terrorisme. Ces principes pourraient être respectés par des échanges systématiques d'informations militaires, la publication des dépenses militaires, le retrait des troupes des zones frontalières, l'établissement de systèmes de communication rapides et directs entre les autorités civiles et militaires.

Les économistes peuvent apporter leur contribution à la recherche de la paix, en indiquant les causes et les conséquences économiques d'un désarmement et les procédures ou décisions à engager pour éviter les effets externes indésirables. La paix est une conquête et un combat contre la violence de tous les instants. Il existe plusieurs instituts, centres de recherche ou associations se proposant de réfléchir sur l'économie de la paix. Il est évidemment impossible d'en faire un relevé exhaustif. Il faudrait citer notamment le SIPRI de Stockholm, le PRIO d'Oslo ou l'IISS de Londres, mais ces instituts se sont surtout intéressés aux considérations politico-stratégiques des conflits. D'autre part l'IDEA (International Defence Economics Association) a renouvelé l'intérêt des études économiques de défense, notamment avec la publication de deux ouvrages de base édités par Christian Schmidt, mais la publication de l'excellente revue «Defence Economics» (qui va devenir *Defence and Peace Economics* en 1994), éditée par Keith Hartley et Todd Sandler, constitue dorénavant sa principale activité. Nous retiendrons trois organismes particuliers qui nous semblent avoir eu un rôle non négligeable dans la connaissance économique des conditions de la paix : l'UNIDIR, le Centre d'Etudes de Défense et de Sécurité Internationale de Grenoble et ECAAR.

#### **1.- L' UNIDIR (United Nations Institute for Disarmament Research)**

L'UNIDIR est un Institut de Recherche des Nations Unies sur le désarmement. Créé en 1980 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, il se propose de développer des recherches indépendantes sur toutes les questions du désarmement et de la sécurité internationale. Son activité consiste à fournir à la communauté internationale des informations complètes et diversifiées sur toutes les questions touchant à la sécurité internationale

et à favoriser les négociations sur le désarmement. Il a présenté plusieurs recherches sur l'économie de la paix, notamment en engageant trois études intéressantes. La première, sous la responsabilité de Dietrich Fisher (1993), s'est intéressée aux conditions non-militaires de la sécurité. La seconde (1991), à l'instigation de Serge Sur, Directeur-Adjoint de l'UNIDIR, a fourni des recherches utiles sur la dimension économique des accords de désarmement. Enfin, la troisième, rédigée par Keith Hartley (1993), a plus généralement porté sur l'économie du désarmement.

La plupart des études qui portent sur les problèmes de sécurité non-militaire omettent souvent d'insister sur leur dimension économique et se limitent à une réflexion rapide sur la pression démographique, les conflits ethniques, religieux ou idéologiques, la compétition pour les ressources naturelles, la dégradation de l'environnement ou l'expression de la violence sous toutes ses formes. Les inégalités économiques et sociales sont rarement mises en avant, alors que toute procédure de désarmement intègre nécessairement la dimension du développement. Pourtant dès le début des années 50, le général Omar N. Bradley, alors chef du Veterans Committee affirmait que «les plus grands ennemis de la démocratie ne sont pas les comploteurs clandestins (...) mais le chômage, la faim,... le cycle mortel de booms et de crises...». Pour Dietrich Fisher, la sécurité implique la prise en compte de l'environnement, de l'économie, de la culture des peuples, etc...

Les études économiques sur les accords et négociations du désarmement ont porté sur les Traités INF et START, sur les conséquences du désarmement conventionnel en Europe, sur la conversion de l'industrie militaire, sur les conséquences économiques d'un désarmement sur les rapports Est-Ouest ou Nord-Sud et sur les incidences du désarmement chimique.

Enfin, l'analyse plus générale sur l'économie du désarmement a fourni un panorama assez complet des tenants et aboutissants économiques d'une procédure de désarmement. En décembre 1990, l'Assemblée Générale des Nations Unies a demandé à l'UNIDIR de préparer un rapport de recherche, avec l'assistance d'un groupe d'experts indépendants, sur les «Aspects économiques du désarmement». Un des thèmes centraux du Rapport a été d'analyser le désarmement comme un processus d'investissement, avec ses risques, ses coûts à court terme et ses bénéfices attendus. Par exemple, si le désarmement intervient dans une économie en expansion avec des demandes croissantes d'emplois et des politiques publiques appropriées, de faibles coûts d'ajustement et des bénéfices de conversion élevés seront vraisemblablement attendus. Une autre contribution du Rapport a été l'identification de douze principes de désarmement, portant sur la difficulté

de la conversion, l'originalité de la situation actuelle de désarmement sans conflit préalable, la nécessité des politiques publiques d'accompagnement et du contrôle de la technologie et de la recherche-développement militaires, etc...

Les recherches économiques de l'UNIDIR, ainsi que la Lettre de l'UNIDIR éditée par Chantal de Jonghe Oudraat, bien qu'insuffisantes en nombre, s'avèrent d'un très grand intérêt et elles mériteraient d'être mieux connues.

## **2.- Le CEDSI de Grenoble (Espace Europe)**

Depuis 15 ans, le CEDSI perpétue une tradition dans l'économie de la défense et du désarmement. Plusieurs études ont notamment été engagées sur le désarmement pour le développement, notamment avec Daniel Colard, Jacques Fontanel et Jean-François Guilhaudis (1981), la collaboration de plusieurs collègues étrangers comme Ron Smith de l'Université de Londres (1990), Keith Hartley de l'Université d'York (1992) ou Michael Ward de l'Université de Boulder (1993) et plusieurs thésards comme Jean-Pierre Matière, José Drummond-Saraiva (1986) ou Jean-Paul Hébert. Le Centre publie et diffuse la revue *Arès* ainsi que les Cahiers du CEDSI. Après avoir confirmé les difficultés de la conversion, le Centre a toujours défendu l'idée selon laquelle la notion de dividende du désarmement était inadéquate et devait être remplacée par celle, plus exacte, d'investissement de la paix. Les dernières études ont conduit le CEDSI à proposer plusieurs conseils pratiques pour que le désarmement ne crée pas de difficultés économiques conjoncturelles irréversibles.

Dix conclusions ou conseils pratiques ont été retenus comme base de réflexion.

- Le premier dividende du désarmement, c'est la paix.
- A court terme, il faut admettre que le désarmement n'est pas synonyme de croissance économique. Notamment, la conversion microéconomique ne produit que rarement des résultats économiquement satisfaisants. Si techniquement il est souvent possible de convertir, par contre se pose la question de la demande et de la surproduction ainsi que celle du coût élevé du matériel civil ainsi produit.
- Compte tenu de leur caractère improductif, il est incontestable que les dépenses militaires ont des effets négatifs sur la croissance mondiale à long terme. Les résultats des modèles mondiaux des effets économiques du

désarmement sont révélateurs de l'intérêt économique d'une telle procédure, principalement dans le cadre d'un transfert partiel des ressources dégagées en faveur des pays du tiers monde.

- Tout désarmement implique une vérification des dépenses militaires. Les accords doivent porter sur la structure de ces dépenses et des estimations intertemporelles et internationales plus précises doivent être engagées.

- Le montant des dépenses militaires n'est pas un indicateur suffisamment fiable de la puissance stratégique d'un Etat. C'est pourquoi leur réduction ne peut pas se substituer au désarmement physique. En effet, la sécurité d'un pays dépend de nombreux facteurs difficilement exprimables par les seules variables économiques : longueur des frontières, spécificités géographiques et démographiques nationales, solidarités internes des régions, importance des menaces, solidité des Alliances, etc..

- Une réduction des dépenses militaires ne peut pas être proportionnelle et globale. Pour être efficace, elle doit tenir compte des dépenses réelles et de leurs structures. Un processus de désarmement implique des rencontres régulières, prévues dès la signature de l'accord, et la signature d'avenants ou de nouvelles dispositions, lorsqu'elles paraissent mieux adaptées à l'ensemble des parties.

- Toute procédure de désarmement implique un contrôle de la recherche-développement militaire, car la technologie spécifiquement militaire favorise l'accroissement des coûts de la défense (les dépenses de R&D militaires sont 20 fois supérieures à ce qu'elles sont dans le secteur civil).

- Un contrôle des ventes internationales d'armes s'impose, d'autant que les importations de matériels militaires dans les pays les plus démunis réduisent leur potentiel de développement.

- Les accords des sous-ensembles (économiques, stratégiques, politiques) de pays solidaires doivent être encouragés.

- Il faut rappeler l'importance du développement économique de toutes les Parties comme instrument essentiel de sécurité internationale. De nombreux conflits armés sont nés de problèmes économiques et la dernière guerre du Proche-Orient peut aussi trouver des explications dans la volonté des uns de récupérer la richesse insolente d'un voisin et dans le souhait des autres de ne pas laisser entre des mains ennemies les ressources pétrolières importantes du Koweït. Lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les Nations préfèrent le combat au statu quo. La sécurité internationale ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs.

La recherche d'une économie en paix ou de paix pose clairement la question du caractère belligère de l'économie ou au contraire de son influence pacifiante. Elle a été posée par deux associations d'économistes, créées au cours des dix dernières années, regroupant des professeurs de nationalités diverses. La première, l'IDEA (International Defence Economic Association), associée à l'International Economic Association, se propose une réflexion scientifique froide sur les phénomènes des conflits et de la sécurité internationale. La seconde, ECAAR (d'abord «Economists Against Arms Race» puis «Economists Allied for Arms Reduction»), née aux Etats-Unis, est plus engagée vers une recherche délibérée des processus conduisant à la réduction des efforts d'armement. Cette dernière Association comprend sept Prix Nobel d'Economie (Arrow, Klein, Leontief, Modigliani, Solow, Tinbergen et Tobin) et des économistes aussi réputés que Galbraith, Isard, Thurow, Heilbroner, Chatterji ou Schwartz comme trustees. Autant dire que les économistes du monde entier sont maintenant intéressés par cette nouvelle discipline traitant de l'économie de la sécurité internationale. Dans les textes français et anglais, plusieurs considérations communes soulignent les raisons de cet intérêt des économistes pour la paix.

Créé en 1992, par Yves Mainguy (auquel nous tenons à rendre un vibrant témoignage) et Jacques Fontanel, ECCAR (Economistes contre la course aux armements) comprend un Comité d'Honneur prestigieux (et très oecuménique), présidé par Pierre Maillet, avec la présence de Claude Gruson (vice-Président), Henri Bartoli, Charles Bettelheim, Edmond Malinvaud, Claude Berthomieu, Jean-Jacques Laffont, Danièle Blondel, Denis Clerc, Wladimir Andreff et Philippe Herzog. Le Conseil d'Administration est présidé par Jacques Fontanel. Après un premier Colloque dans les locaux de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, ECCAR a organisé à Brest, fin mai, un colloque sur la restructuration des industries d'armement, en présence des Professeurs Eisner, Modigliani, Malinvaud, Bartoli, Maillet, Willett, etc...

D'un point de vue politique et économique, voire stratégique, le vieux clivage Est-Ouest paraît dépassé. Il n'empêche que les armes, notamment nucléaires, existent encore et qu'elles sont, à tout moment, susceptibles d'être utilisées. Il est donc urgent de profiter de cette absence de volonté de poursuite de la course aux armements pour engager les Etats dans la voie d'un réel désarmement. Pour ce faire, il faut que l'opinion publique, les responsables à tous les niveaux et de toutes les compétences témoignent de l'intérêt d'une procédure négociée et organisée du désarmement, donnant



ainsi des arguments à ceux qui prônent la réduction des armes de destruction. Les économistes peuvent, en tant que tels, apporter leur contribution, en indiquant aux niveaux micro, méso et macro-économiques les conséquences d'un désarmement et les procédures ou décisions à engager pour éviter les effets externes indésirables.

La paix est une conquête et un combat de tous les instants. Il est nécessaire de se donner les moyens de ne pas succomber à la tentation de la violence. Pour ce faire, il faut, autant que possible, réduire les causes de cette violence : injustices, inégalités, recherche de la puissance, etc... Les économistes ont probablement aussi des solutions à proposer, voire à promouvoir.

Les économistes ne peuvent pas trouver seuls les solutions à la résolution pacifique des conflits et à l'arrêt de la course aux armements. Cependant, dans leur domaine particulier de connaissance, ils peuvent contribuer à la fois à une meilleure compréhension des phénomènes de guerre ou des tensions armées et, en tant que citoyens, témoigner du coût excessif à long terme de la course aux armements. Les économistes sont particulièrement qualifiés pour témoigner sur les effets négatifs à long terme des économies militarisées. Une importante littérature économique s'est développée qui tend à justifier, sur un plan strictement économique, la production des armes ou la recherche d'effets de domination. La production des armes (nucléaires ou conventionnelles), même sans conflit, réduit le bien-être des hommes bien plus que l'inflation, les cycles ou le chômage. Les buts de l'association sont la promotion d'une meilleure compréhension et de meilleures relations amicales entre les Nations, les races et les couches sociales, la collaboration des économistes du monde entier pour trouver des solutions économiques à un désarmement durable et la création d'un système mondial (Nations Unies ou aux institutions internationales) susceptible de régler les conflits et d'éviter les guerres par la négociation, la médiation, l'arbitrage, les procédures juridiques.

L'Association propose des sujets de recherche qui méritent d'être abordés par les économistes, et notamment :

- Quels sont les coûts directs et indirects de l'armement en termes de ressources, travail, effort intellectuel et coûts d'opportunité ?
- Quelles sont les causes des dépenses militaires ? Sont-elles principalement stratégiques ou ont-elles aussi une signification économique ? Quelles sont les conditions qui permettraient un transfert des ressources militaires vers le secteur civil ? Quels sont les principaux problèmes de la conversion ?

- Quelles sont les conséquences de la course aux armements pour les pays du Tiers-Monde ? Quelle est l'importance de la course aux armements dans l'endettement des pays en voie de développement ?
  - Comment la compétition économique et l'élargissement du développement peuvent-ils promouvoir la paix ? Quelle est la relation entre les inégalités internationales et les conflits ?
  - Comment le marché commercial, les flux financiers et les transferts de technologie peuvent-ils être développés en vue d'améliorer la coopération internationale et l'entente entre les peuples ?
  - Comment peut-on appliquer la théorie économique - théorie des jeux, oligopoles, duopoles - à la résolution pacifique des conflits ? Sous quelles conditions les sanctions économiques sont-elles efficaces et quelles sont les actions appropriées pour renforcer le droit international ?
  - A quel niveau les décisions doivent-elles être prises (individu, local, national ou global) pour tenir compte des externalités ?
  - Quelle doit être l'analyse des économistes en matière stratégique ? Comment prendre en compte les effets de domination, les rapports de force, les stocks d'armes disponibles (conventionnelles ou nucléaires) dans les analyses économiques des situations internationales ?
  - Quels sont les fondements économiques d'un désarmement réussi ?
- Des études ont été déjà engagées au titre d'ECCAR France, notamment une étude publiée par la Revue Arès (1994).

## Bibliographie

- Aben, J., Fontanel, J. (1990), Economie de la défense, *Ares "Défense et sécurité 1990/4*,
- Buck, D., Hartley, K., Hooper, N. (1993), Defence Research and development, crowding-out and the peace dividend, *Defence Economics* n°4.
- CBO (1983), Defence spending and the economy, *CBO Study*. Washington.
- Dunne, P., Smith, R. (1990), The peace dividend and the UK economy, *Cambridge Econometrics*, Spring.
- Fontanel, J. (1984) *L'économie des armes*, La Découverte, Paris,
- Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, *Ares, Défense et Sécurité*, Supplément n° 4 - Novembre 1985
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1986), Le désarmement pour le développement, *Ares, Défense et Sécurité*, Mai .
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Galbraith, J.K. (1993), La pouvoir économique autonome, une vue économique, in *Economistes de la paix* (J. Fontanel), PUG ? Grenoble.
- Hartley, K. (1993), Aspects économiques du désarmement, in *Economistes de la paix* (J. Fontanel), PUG ? Grenoble.
- Hormats, R.D. (1992), Priority uses for the peace dividend, *Washington Economic Reports, USIA*, March 4.
- Intriligator, M. (1992), *Arms race and arms control issues*, UNIDIR.
- Klein, L.R. (1990), The Economics of Turning Swords into Plowshares, *Challenge*, Marc, April.
- Leontieff & Duchin (1983), *Military Spending*, Oxford University Press.

Melman, S. (1974), *The permanent war economy in the United States*, St Martin's Press. New York..

Smith, R. (1992), The Economic Effects of the end of the Cold War  
*Economic Outlook*, June.

UNIDIR (1992), *Economic aspects of disarmament*, UNIDIR Newsletter